

# LE TEMPS



Studios de la Télévision suisse italienne.  
Novembre 2017.  
© PABLO GIANINAZZI

## OPINION

# La SSR, bouc émissaire des frustrations de notre temps

**OPINION.** Les motivations des adversaires de la SSR sont multiples et leur coalition hétéroclite, estime le journaliste Claude Torracinta

---

**4 minutes** de lecture

---

## 📌 Médias

---

Claude Torracinta

Publié mardi 28 novembre 2017 à 11:58, modifié mardi 28 novembre 2017 à 11:58.

---

J'ai consacré l'essentiel de ma carrière professionnelle à la télévision. J'ai collaboré à la SSR pendant plus de trente ans. Je connais bien cette entreprise, ses défauts comme ses qualités. Je n'ignore pas sa lourdeur administrative et trouve légitime d'exiger d'elle la preuve d'une gestion rigoureuse. Je reconnais qu'on a pu lui reprocher une certaine arrogance et sa difficulté à se réformer. Je sais aussi que son attitude à l'égard des médias privés a pu agacer. Mais aucune de ces critiques ne justifie qu'une majorité de citoyens approuve sa disparition en acceptant l'initiative «No Billag». Aucune ne justifie qu'on la réduise à devenir un simple fournisseur de contenus et de renoncer à ses missions.

### **Jusqu'à l'évocation des primes maladie**

Ce qui frappe est le caractère émotionnel de ce débat depuis quelque temps, particulièrement en Suisse alémanique, et la variété des reproches faits à la SSR. Elle est devenue le bouc émissaire commode des difficultés et des frustrations du temps. N'ai-je pas entendu un partisan de l'initiative justifier son vote par la hausse des primes de son assurance maladie!

De fait les motivations des adversaires de la SSR sont multiples et leur coalition hétéroclite. Pour les uns, voter oui le 4 mars, c'est protester contre le choix des programmes. Trop de sport. Pas assez de sport. Trop de séries américaines. Pas assez d'émissions culturelles, etc. Pour d'autres, c'est le montant de la redevance qui explique leur décision, ou le refus de payer pour des émissions qu'ils disent ne pas regarder. Sans parler de ceux qui rêvent d'une SSR affaiblie et voient dans cette votation l'occasion de s'en prendre à l'idée même de service public sous prétexte d'orthodoxie libérale et des vertus de la concurrence.

### **Passions et égoïsmes**

Or, dans une société qui se fragmente et sur un marché de l'audiovisuel aussi modeste que la Suisse – et c'est encore plus vrai pour la Suisse romande – seul un service public fort peut concurrencer les chaînes étrangères et, avec les radios et télévisions locales, exprimer la réalité de ce pays. Seul, il est capable de résister à la déferlante d'images et de sons venus d'ailleurs.

Le plus étrange est que les mêmes qui parlent sans cesse de souveraineté nationale et de strict contrôle des frontières sont prêts à faire cadeau du marché suisse de l'audiovisuel à Google, Facebook, YouTube et autres groupes internationaux. Croient-ils vraiment que ces opérateurs s'intéresseront à nos débats politiques, à nos élections cantonales et à notre vie culturelle? Affaiblir la SSR, c'est accepter que notre information dépende pour l'essentiel de médias étrangers. C'est renoncer à l'exigence d'une radio et d'une télévision de qualité au profit du moins-disant culturel et de l'insignifiant.

blir

oter

mation

nde

ntiel

as

gers

On me dira que mon regard est partisan, après tant d'années passées devant les caméras. C'est vrai. Mais cette proximité me permet d'être conscient des véritables enjeux de cette votation. Des enjeux qui vont bien au-delà du montant de la redevance ou de son mode de perception. C'est la politique suisse de l'audiovisuel qui sera en jeu en mars prochain.

De ce fait, le citoyen que je suis s'inquiète du tournant pris par ce débat et des passions qu'il suscite. Affirmer qu'on ne peut obliger les gens à payer une redevance pour un service qu'ils n'utilisent pas, c'est faire preuve d'égoïsme. Vais-je demander que mes impôts ne financent pas des crèches et des écoles que je n'utilise pas?

## **Favoriser le vivre ensemble**

Les programmes de la radio et la télévision de service public renforcent la solidarité nationale. Refuser la redevance au nom du principe de ne payer que ce qu'on consomme, c'est renoncer à leur fonction d'intégration. C'est oublier que la Suisse romande et le Tessin seraient les premières victimes d'un démantèlement de la SSR.

Dans un pays aussi divers que la Suisse, la SSR est un élément majeur de notre souveraineté dans la mesure où, avec les télévisions et les radios locales, elle nourrit le débat démocratique et favorise le vivre ensemble.

Au lendemain de l'acceptation par le peuple, à une faible majorité, de l'initiative sur l'immigration de masse, nombreux sont ceux qui ont regretté la mollesse de la campagne des adversaires de l'UDC. Ne répétons pas cette erreur. Mobilisons-nous pour convaincre les électeurs de la nécessité de refuser «No Billag». Qu'il faille redéfinir la notion du service public, débattre du montant de la redevance ou des rapports de la SSR avec les éditeurs privés est une chose. Mais la condamner à disparaître serait irresponsable.

---

## **Nos récents articles à ce propos**

- «No Billag» ouvre la fracture générationnelle
  - Les jeunesses UDC et PLR avec No Billag
  - Face à «No Billag», un Röstigraben au sein des éditeurs
-

\_\_\_\_\_ Suivez toute l'actualité du Temps sur les réseaux sociaux \_\_\_\_\_

**FACEBOOK**

**TWITTER**

**INSTAGRAM**